

# Avant Pâques, la course contre la montre du gouvernement

## LE RÉSUMÉ

Le Premier ministre aimerait faire avaliser **plusieurs dossiers symboliques** par sa coalition.

La **définition des métiers pénibles**, permettant une pension anticipée, est la **plus proche du dénouement**.

MARTIN BUXANT

L'entonnoir était bouché. Cela sonne comme le titre d'un navet cinématographique français du siècle dernier mais en vrai, il n'en est rien. On vous parle ici de la technique politique de l'entonnoir, une technique que le Premier ministre Charles Michel affectionne particulièrement et qui consiste, par exemple la veille d'un congé, à rassembler les quelques dossiers ultrasensibles du moment et à leur trouver une issue favorable – parfois au terme d'un marchandage épique entre les quatre formations politiques de sa coalition. La période de Pâques qui s'ouvre est donc propice à un tel entonnoir politique et les équipes du Premier ministre turbinent tous azimuts pour tenter de faire aboutir ces dossiers. Passons en revue ces différentes épines.

► **Le dossier Belfius.** L'entrée en bourse d'une partie du capital de la banque publique est l'un des dossiers phares de la législature – singulièrement pour un exécutif de droite qui a claironné qu'un État n'avait pas de vocation à demeurer banquier. Plus facile à dire qu'à faire. L'IPO (entrée en Bourse) de Belfius bute encore et toujours sur les demandes de

réparation du CD&V par rapport à l'héritage de Arco. Les coopérateurs doivent être dédommagés, c'est inscrit dans la déclaration gouvernementale mais – au jour d'aujourd'hui – personne n'a trouvé le moyen de faire avaliser cette pilule à l'Europe. Le Premier ministre Charles Michel a rencontré le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. Nul ne sait – à ce stade – ce que les deux hommes ont convenu. Mais il apparaît peu probable que l'Europe laisse tomber ses préventions et ne considère plus l'enveloppe de dédommagement Arco comme une aide d'État.

► **Le pacte énergétique.** À ce stade, le blocage est total. Les nationalistes flamands ne veulent rien entendre et continuent de mettre en doute la date de sortie du nucléaire. Pour rappel, la N-VA avait bien signé cette date de sortie de l'énergie nucléaire en 2025 mais, devant les mises en garde du port d'Anvers, entre autres, la N-VA a choisi de ne plus y souscrire. Le Pacte énergétique, qui doit apporter une réponse sur le cocktail énergétique belge à long terme, est donc, pour l'heure, toujours dans les limbes.

► **Les pensions.** Des dossiers présents dans l'entonnoir du Premier

ministre, c'est celui qui est le plus susceptible d'aboutir cette semaine. Le ministre en charge des Pensions Daniel Bacquelaine (MR) doit faire avaliser sa proposition en vue de définir ce qu'est un métier «pénible» et donc les régimes qui disposeront d'exemptions et d'allègement à la règle de la pension à 67 ans. Pour l'heure, le Liégeois se heurte encore et toujours au veto de la N-VA et de l'Open Vld. Les deux partis flamands estiment que le ministre est beaucoup trop large avec certaines catégories professionnelles. «Si on suit Bacquelaine, dit une source flamande, la moitié des fonctionnaires de ce pays seront considérés comme exerçant un métier lourd et on va perdre tout le bénéfice du travail effectué pour réduire la facture du vieillissement de la population.» Militaires, policiers, enseignants, fonctionnaires, le ministre Bacquelaine doit encore préciser plus avant ce que sont ces métiers «pénibles». Les libéraux sont prêts au compromis mais l'attitude que va prendre la N-VA demeure hypothétique.

► Dernier dossier mais qui n'en est plus vraiment un: celui du **remplacement des avions F-16**. Plusieurs sources gouvernementales pointent le cafouillage sans nom du ministre

de la Défense Steven Vandeput et, par conséquent, le fait que le gouvernement ne sera pas en capacité de trancher sur ce dossier dans les jours à venir. Et puis, comme l'a déjà répété le Premier ministre Charles Michel devant plusieurs interlocuteurs: «*Franchement, qui va aller mourir pour le remplacement d'avions de combat? Ce n'est pas un dossier très porteur.*»

**«Franchement, qui va aller mourir pour le remplacement d'avions de combat? Ce n'est pas un dossier très porteur.»**

CHARLES MICHEL  
PREMIER MINISTRE